

*Développement économique*

Certes, nous sommes en faveur de la planification, mais la réalisation nous paraît plus importante. Bien sûr, qu'il faut planifier, mais réaliser est la clé du succès. Nous avons mis au point un plan économique fondé sur notre propre vision de l'économie canadienne. C'est une vision incomplète, mais nous croyons qu'elle serait favorable à l'ensemble du Canada. Naturellement, nous aimerions qu'elle soit appliquée et peut-être que nous la soumettrons au nouveau superministère en espérant qu'il pourra l'adopter.

Je ne retiendrai pas la Chambre plus longtemps, monsieur l'Orateur. Je voulais simplement signaler que ce superministère comporte des faiblesses évidentes. Ses pouvoirs de planification pourront être anéantis par le veto d'autres ministères, celui du ministre des Finances entre autres, si les futurs budgets sont aussi progressistes que celui qu'il nous a présenté il y a quelques semaines.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, je dirai d'abord que j'appuie cette mesure et tout ce qu'elle implique, car je m'attends à en profiter pleinement comme certains autres de mes collègues.

A vrai dire, cette initiative raffermira ma position et celle des autres ministres de l'économie. Je ne crois pas devoir faire cavalier seul au cabinet. Je préfère avoir des alliés. Quand je propose au cabinet de favoriser les exportations ou d'accorder une aide supplémentaire à l'industrie mes propositions seront d'autant plus solides si les neuf membres du conseil les approuvent. Leur appui est très efficace. Dix ministres qui partagent les mêmes opinions, les mêmes objectifs à l'égard de la croissance économique ont certainement une influence énorme au conseil des ministres.

Il est donc normal, monsieur, de coordonner les politiques qui ont une influence sur l'expansion économique et d'examiner les répercussions qu'elles ont les unes sur les autres. Il me semble normal d'étudier les politiques et les programmes dans la même optique, afin de voir s'ils pourront contribuer à la croissance des divers secteurs industriels dans le domaine où ils s'appliquent. Dans quelle mesure contribueront-ils à la croissance économique régionale ou nationale? Il est bien normal de regrouper les efforts de coordination et d'expansion économique. Et enfin, il est bien normal de centraliser les consultations avec les provinces, l'industrie et les syndicats qui jusqu'ici relevaient de divers ministres.

Cela se compare à ce que j'ai vu en Allemagne et au Japon. Ces pays ont accordé une place très importante à l'essor industriel depuis la Seconde Guerre mondiale. Ils sont persuadés que c'est à l'industrie qu'ils doivent leur niveau de vie actuel. Lorsqu'on va en Allemagne et qu'on voit . . .

*[Note de l'éditeur: A ce moment, un homme portant un costume rouge bordé d'une fourrure blanche entre à la Chambre en criant: «Ho, ho, ho!»]*

**Des voix:** Bravo!

**M. Horner:** Monsieur l'Orateur, comme je fais partie de ce Conseil économique je tiens à ce que la Chambre sache que je ne suis pas le Père Noël.

● (2142)

En Allemagne, on accorde beaucoup d'importance à l'industrie car on estime que c'est elle qui est la garante du niveau de vie auquel aspirent les Allemands. Pour être en affaires en

[M. Faour.]

Allemagne vous devez appartenir à la Chambre de commerce; si vous êtes un industriel vous devez faire partie du conseil de l'industrie. Au Japon il existe un conseil de l'industrie composé de gros industriels influents en politique et qui s'appelle le Keidanren et on peut dire que le gouvernement accorde beaucoup d'attention aux besoins de l'industrie dans ce pays. Je considère que notre nouvelle initiative est assez semblable quant aux objectifs poursuivis. Le gouvernement veut prouver à l'industrie qu'elle est importante pour la santé économique de notre pays. C'est l'industrie qui rendra possible le maintien des services sociaux que les Canadiens désirent tous avoir et qui ne peuvent être maintenus qu'aussi longtemps que sera assuré le montant d'aide financière indispensable.

Mon ministère poursuivra ses activités normales. Nous allons donc continuer de préconiser des politiques conçues dans l'intérêt de notre industrie. C'est ainsi, par exemple, que je vais lancer deux séries de consultations avec le monde des affaires et du travail. L'une d'entre elles vise à procéder à des évaluations et à soumettre des recommandations relativement à l'efficacité et à la portée des services et des politiques du gouvernement en matière d'aide aux exportateurs. Nous allons instituer un comité très sélect d'hommes d'affaires et de dirigeants syndicaux placé sous la direction de M. Roger Hatch, le président de Canpotex. Ses membres sont particulièrement représentatifs de nos régions et de nos industries tournées vers l'exportation. J'attends de ce comité des recommandations très claires sur la façon dont le gouvernement fédéral, en collaboration avec les gouvernements provinciaux, peut améliorer le rôle qu'il joue dans le soutien qu'il apporte aux exportations.

Certains députés ont demandé pourquoi décider d'agir maintenant. Je crois qu'il importe que la Chambre connaisse la raison de l'initiative que nous prenons maintenant. Nous entrons dans une époque qui s'avèrera peut-être celle de la concurrence la plus féroce de l'histoire contemporaine du Canada. Les prochaines années obligeront tous les pays industrialisés à se livrer à une concurrence forcée et nous devons nous apprêter à relever ce défi. Ce nouveau ministère réussira, je l'espère, à accentuer encore davantage la libéralisation de nos échanges commerciaux.

Le Canada compte beaucoup sur sa capacité d'exporter. Ainsi que je l'ai signalé par le passé, environ 25 p. 100 de notre produit national brut provient de nos exportations. Si des députés veulent comparer ce chiffre à la situation du Japon, je leur dirai que dans le cas de ce pays seulement 13 p. 100 de son produit national brut est attribuable aux exportations. Aux États-Unis, le chiffre est de 7 ou 8 p. 100. Nous allons devoir réagir aux forces concurrentielles qui s'exerceront sur notre pays au cours des années 80, ce qui signifie que nous allons devoir accorder davantage d'importance au rôle que joue l'industrie dans notre économie. Je considère notre nouvelle initiative comme une façon de dire aux milieux industriels que nous allons leur venir en aide et que nous avons les moyens au sein du cabinet de nous assurer que notre machine économique fonctionne bien et fournit au Canada les ressources dont il a besoin pour garantir à sa population le niveau de vie auquel nous estimons qu'elle devrait avoir droit.